

## Au chevet de l'économie mondiale, le G8 en appelle au Dr Coué

Plus de 13 millions de chômeurs en Europe où la croissance stagne à 1%, 500000 emplois supprimés aux Etats-Unis en six mois, baisse de la consommation généralisée, déflation au Japon et peut-être bientôt en Allemagne, investissements en chute libre: c'est au chevet d'une économie mondiale bien malade que se sont précipités, hier à Evian, les chefs d'Etat et de Gouvernement du G8. Objectif visé: adresser des signaux positifs aux marchés financiers. Jacques Chirac, en charge de l'ordre du jour, en avait fait le thème majeur de ce Sommet.

"La croissance n'est pas celle que nous souhaitons, et cela entraîne des conséquences sociales", a avoué le président français en faisant hier soir le bilan de la journée. Et d'ajouter aussitôt une note positive: "La situation semble s'éclaircir. Les incertitudes liées à la guerre en Irak sont dissipées; la baisse du prix du pétrole est importante; les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas. Cela devrait conduire les grandes entreprises à investir."

### Belles promesses

Les chefs d'Etat sont unanimes, a poursuivi Jacques Chirac: "Les conditions sont réunies pour permettre une reprise de la croissance." Manifestement adeptes de la méthode Coué, les membres du G8 ont tous fait état de prévisions positives pour le second semestre 2003.

Ils ont aussi dit leur détermination à conclure dans les délais fixés (fin 2004) le cycle des négociations commerciales de Doha, promettant de prendre les mesures nécessaires pour faire de la rencontre ministérielle de Cancun, en septembre prochain, une étape décisive pour la libéralisation des échanges. S'ils ont soigneusement évité d'aborder les sujets qui divisent (conflit transatlantique sur les OGM, subventions à l'agriculture notamment), les participants au Sommet d'Evian se sont engagés à demander à leurs ministres d'aboutir à accord cadre à Cancun pour "accroître de manière significative l'ouverture des échanges dans tous les domaines, afin de favoriser la croissance économique, le commerce et l'emploi".

Pour justifier la tiédeur des engagements des Huit, mais aussi répondre aux altermondialistes dont il a soumis les propositions à l'examen de ses pairs lors du dîner d'hier soir, Jacques Chirac a rappelé que le G8 "n'est pas une autorité, mais un club sans légitimité particulière, un organe de concertation qui n'a pas vocation à prendre des décisions".

### Langage diplomatique

Soucieux de redonner confiance aux épargnants et aux investisseurs, le G8 a également adopté une "déclaration pour une économie de marché responsable", sorte de remède aux scandales financiers du type Enron, qui passe notamment par l'amélioration du Gouvernement d'entreprise, la transparence et la qualité de l'information financière. "Jamais il nous serait venu à l'esprit, il y a quelques années à peine, de parler de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Or, aujourd'hui, il y a convergence de vues à ce propos", se réjouit Jacques Chirac, tout en reconnaissant que "cela demande encore à être traduit dans les faits".

Belles promesses encore sur "la volonté commune" des Huit à trouver une solution, d'ici à septembre, pour permettre aux pays pauvres d'avoir accès aux médicaments protégés par un brevet. Interrogée sur l'avancée concrète réalisée à Evian sur ce dossier, la porte-parole de Jacques Chirac traduit le langage diplomatique des chefs d'Etat: "Il n'y a pas d'accord sur le fond (réd. les Etats-Unis et leur industrie pharmaceutique continuent de bloquer le dossier), mais on s'est mis d'accord pour trouver un accord."

Enfin, les Huit ont également abordé la question des taux de change, même s'ils éviteront sans doute d'en faire la moindre allusion dans les conclusions du Sommet qui seront adoptées ce mardi matin. La présidence française parle d'une "approche consensuelle" pour ne pas intervenir afin de corriger l'affaiblissement du dollar, chacun donnant toutefois l'impression d'attendre une baisse des taux par la Banque centrale européenne ce jeudi et des mesures américaines de soutien au billet vert.